

Etats-Unis/Politique

# Jared Kushner, gendre et conseiller de Trump, en difficulté

AFP  
Washington/États-Unis

*L'accès aux informations les plus sensibles de la Maison Blanche lui a notamment été retiré.*

**JARED** Kushner, gendre et proche conseiller de Donald Trump, n'a désormais plus accès aux informations les plus sensibles de la Maison Blanche, une décision qui pourrait rendre encore plus délicate sa principale mission : le processus de paix au Proche-Orient. Mari d'Ivanka Trump, fille aînée du président américain, M. Kushner, 37 ans, visage poupin et sourire poli à toute épreuve, a joué un rôle central lors de la campagne du magnat de l'immobilier, avant de devenir un influent – mais discret – conseiller à la Maison Blanche. Il avait jusqu'ici accès aux informations classifiées les plus délicates mais ne disposait pour ce faire que d'une autorisation temporaire. Or l'exécutif américain a décidé de revoir en profondeur les procédures en

place, après les révélations sur un autre conseiller, Rob Porter, ayant travaillé pendant des mois au plus près de Donald Trump sans avoir obtenu un feu vert complet à l'issue des vérifications auxquelles doivent se soumettre tous ceux qui ont accès à la "West Wing". S'exprimant sous couvert d'anonymat, deux sources ont confirmé les informations de Politico selon lesquelles Jared Kushner n'avait désormais plus accès aux informations "top secret". John Kelly, secrétaire général de la Maison Blanche, s'est borné à lui réaffirmer sa confiance, dans un bref communiqué. "Comme je l'ai dit à Jared il y a quelques jours, j'ai pleinement confiance dans sa capacité à mener à bien ses tâches en matière de politique étrangère, notamment concernant nos efforts sur le processus de paix israélo-palestinien et la question de nos relations avec le Mexique", a-t-il écrit. Reste que cette décision, qui intervient à quelques jours d'une visite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, prévue le 5 mars, soulève la question de la capacité du gendre du 45<sup>e</sup> président des États-Unis à mener à



Photo : AFP

Un réel point d'interrogation pèse désormais sur l'avenir politique du gendre et proche conseiller du président Donald Trump.

bien les négociations extrêmement difficiles au Proche-Orient. "NAÏVETE" • Pour Aaron David Miller, ancien négociateur sur ce dossier sensible, le risque est d'abord lié à la perte de "crédibilité" auprès de ses divers interlocuteurs. "Ils savent que vous ne pouvez lire tout ce qui se dit sur eux", a-t-il souligné dans un tweet. Selon le Washington Post, les contacts de M. Kushner avec certains responsables étrangers ont suscité des

inquiétudes au sein de la Maison Blanche. Il aurait parfois agi sans en informer le Conseil de sécurité nationale (NSC), au grand dam du général H.R. McMaster, qui le dirige. Plusieurs au sein de l'exécutif se sont aussi inquiétés de l'influence dont disposeraient certains interlocuteurs étrangers sur "Jared" en raison de son absence totale d'expérience diplomatique mais aussi de ses difficultés financières et des zones d'ombres entou-

rant certaines de ses affaires. Le quotidien évoque en particulier les interrogations de plusieurs responsables de la Maison Blanche concernant la "naïveté" de ce conseiller trentenaire et le risque qu'il se fasse "rouler dans la farine" par certains de ses interlocuteurs qui insistent pour être en contact exclusivement avec lui. Le nom de Jared Kushner est par ailleurs apparu dans l'enquête du FBI, désormais dans les mains du procureur spécial Robert Mueller, sur une éventuelle coordination entre des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie. "Que DOIT faire Jared pour être viré ?", s'est étonné un élu démocrate de la Chambre des représentants, Ruben Gallego, sur Twitter. Également en réaction au fait que M. Jared n'a plus accès aux informations classifiées, le sénateur démocrate Richard Blumenthal a estimé sur Twitter que cela aurait dû "être fait il y a bien longtemps". Un réel point d'interrogation pèse désormais sur l'avenir politique de ce "gendre idéal" toujours tiré à quatre épingles.

L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Politique. Vers une réforme de la Constitution**  
Le Parlement sud-africain a donné mardi le coup d'envoi d'une réforme de la Constitution pour autoriser l'expropriation sans compensation des terres agricoles au profit de la majorité noire, un sujet très sensible qui agite la vie politique du pays.
- **Nigeria/Troubles. Treize morts dans l'Etat de Kaduna**  
Au moins 13 personnes ont été tuées au cours d'affrontements entre jeunes musulmans et chrétiens à Kasuwan Magani, dans l'Etat de Kaduna, dans le centre du Nigeria, a annoncé hier la police. Vingt suspects ont été arrêtés.
- **RDCongo/Sécurité. Un Casque bleu tanzanien porté disparu**  
La Mission des Nations unies au Congo a déclaré hier rechercher un Casque bleu tanzanien disparu depuis plus de deux mois après l'attaque meurtrière, le 7 décembre 2017, de sa base de Semuliki (Nord-Kivu), dans l'est de la République démocratique du Congo.

A travers le monde

- **Afghanistan/Politique. Ghani offre cessez-le-feu et paix sous conditions aux talibans**



Photo : AFP

Le président afghan Ashraf Ghani a proposé hier des pourparlers de paix sous conditions aux talibans, qui ont refusé jusqu'ici de reconnaître le pouvoir de Kaboul, afin de mettre un terme à 17 années de guerre.

- **Israël/Christianisme. Le Saint-Sépulcre rouvre**  
Pèlerins et touristes soulagés et fervents se sont pressés en rangs serrés hier dans le Saint-Sépulcre – église construite à Jérusalem sur les sites présumés de la crucifixion et du tombeau du Christ – rouvert avant l'aube après trois jours de bras de fer avec Israël pour des questions d'argent et de principe.

- **Syrie/Conflit. Ghouta : plus de 600 civils tués dans la dernière offensive du régime**  
Plus de 600 civils, dont 147 enfants, ont été tués depuis le 18 février et le lancement par le régime syrien d'une nouvelle offensive militaire sur l'enclave rebelle de la Ghouta orientale, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Mali/Violences

# Six soldats et un garde forestier tués

AFP  
Bamako/Mali

*De son côté, l'armée est accusée d'avoir tué sept civils après leur arrestation il y a une semaine*

**SIX** militaires et un garde-forestier sont morts mardi dans deux attaques attribuées à des jihadistes dans le centre du Mali, où l'armée est accusée par des familles d'avoir tué sept civils après leur arrestation le 21 février. Un véhicule des forces armées a "sauté (mardi) sur un engin explosif improvisé à environ 7 km à l'est de Dioura", dans la zone de Ségou (centre). "Le bilan est de 6 morts", dont un lieutenant, a indiqué hier l'armée malienne sur son site d'information. Par ailleurs, dans la nuit de mardi à hier, un "terroriste a tué à Douentza (centre) un agent des eaux et forêts avec une arme" à feu, a par ailleurs affirmé à l'AFP une source militaire. Le terme "terroriste" désigne un présumé jha-

diste dans le langage des autorités au Mali. Dans cette même région du centre du Mali, sept civils ont été tués la semaine dernière après avoir été arrêtés par l'armée malienne, ont accusé hier des proches et un parti d'opposition. "Mon oncle figure parmi les sept civils" qui assistaient "à une cérémonie de baptême le 21 février à Sokolo lorsque des militaires maliens sont venus les arrêter", a déclaré Nouhoun Sarr, un parent des disparus. Après une rencontre mardi des familles avec le ministre de la Défense, Tiéna Coulibaly, "on nous a appelés ce (hier) matin pour nous dire que nos parents avaient été tués lors d'opérations, sans plus de détails", a-t-il ajouté. "Selon nos informations, les sept civils arrêtés le 21 février à Sokolo par l'armée malienne ont été tués par des militaires", a déclaré à l'AFP Yeyia Ag Mohamed Ali, ancien ministre et membre du parti d'opposition Sadi. Dans un communiqué, le gouvernement a reconnu

hier la mort de civils et annoncé l'ouverture d'une enquête. "Des éléments des forces armées maliennes ont mené le 21 février 2018 des missions de reconnaissance et de fouilles dans la commune de Sokolo, au cours desquelles des personnes civiles ont malheureusement perdu la vie", indique-t-il sans donner plus de détails sur les circonstances de la mort de ces civils. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda.

Ces groupes en ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France et qui se poursuit. Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, mais dont l'application accumule les retards.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène gagne les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

- **Quatre Casques bleus tués dans le centre.** Quatre Casques bleus ont été tués et quatre grièvement blessés hier après-midi dans le centre du Mali dans une attaque à l'engin explosif artisanal (IED), a annoncé dans un communiqué la force de l'Onu au Mali (Minusma).

C'est arrivé...

## Trump plaisante sur sa calvitie

**DONALD** Trump a reconnu publiquement qu'il dissimulait sa calvitie, une admission rare pour le président américain dont la chevelure suscite une multitude de commentaires. "Je fais l'impossible pour masquer ma calvitie, les amis. J'y travaille dur", a-t-il plaisanté lors d'un discours devant une organisation conservatrice près de Washington. "C'est pas mal, hein ? On tient le coup", a ajouté M. Trump avant de faire une

pirouette sous les applaudissements de l'assistance. La chevelure incongrue de Donald Trump suscite depuis longtemps les commentaires, notamment en raison de ses balayages aux teintes changeantes, tirant parfois vers l'orangé. Selon des coiffeurs interrogés par l'AFP, le président cache sa calvitie grâce à un savant montage de mèches rabattues, maintenues par un produit fixant.

... à Washington (États-Unis)